



CONSEIL MUNICIPAL DU 20 FEVRIER 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de Votants : 11

Étaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe

Étaient excusés : M. FOURMY Samuel et M. BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

En cours de séance, M. Samuel FOURMY est arrivé à 20h30 et votera pour le point 9, il en sera donc ainsi :

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 12

Nombre de Votants : 12

Étaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe, FOURMY Samuel

Était excusé : M. BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Liste des délibérations :

N° Délibération	Date de la délibération	Objet	Approuvée	Rejetée
D230220_01	20/02/2023	Modification de l'article 5-3 des statuts de la Communauté de communes	oui	
D230220_02	20/02/2023	Adhésion au groupement de commandes pour la passation de marchés d'assurance de protection sociale complémentaire	oui	
D230220_03	20/02/2023	Intercommunalité - Convention de mise en commun des personnels de police municipale	oui	
D230220_04	20/02/2023	Budget communal - Autorisation d'ouverture des crédits d'investissement avant le vote du budget primitif 2023	oui	
D230220_05	20/02/2023	Attribution de subvention pour l'année 2023 pour le COMITE DE JUMELAGE	oui	
D230220_06	20/02/2023	Attribution de subvention pour l'année 2023 pour le SOU DES ECOLES DE PIZAY	oui	

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du Lundi 20 février 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de Votants : 11

Etaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe

Étaient excusés : Messieurs FOURMY Samuel et BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Modification de l'article 5-3 des statuts de la Communauté de communes

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-17-1, L. 5211-20 et L. 5214-16,

Vu les statuts de la Communauté de communes,

Le Maire rappelle que la Communauté de Communes de la Côtière à Montluel est actuellement compétente en matière de « politique de la ville » comprenant selon l'article 5-3 de ses statuts les actions suivantes :

- L'élaboration du diagnostic du territoire et la définition des orientations du contrat de ville en concertation avec les communes ;
- L'animation et la coordination des dispositifs contractuels de développement urbain, de développement local et d'insertion économique et sociale ainsi que des dispositifs locaux de prévention de la délinquance ;
- La mise en œuvre des actions définies dans le contrat de ville relevant de ses compétences propres.

La « politique de la ville » est une compétence supplémentaire de la Communauté de communes en application de l'article L. 5214-16 du CGCT et donc susceptible de faire l'objet d'une restitution en tout ou partie aux communes membres en application de l'article L. 5211-17-1 du même Code.

En l'espèce, après étude et analyse, il est apparu que compte tenu de l'organisation territoriale et de la situation des quartiers prioritaires sur le territoire de la Communauté de communes, il n'apparaît pas pertinent que la Communauté de communes soit globalement dotée de la compétence « politique de la ville ».

En effet, le seul quartier prioritaire est situé sur le territoire de la Commune de Montluel.

La logique territoriale et géographique de l'exercice de cette compétence, ainsi que la fluidité d'action et le caractère opérationnel de sa gouvernance plaident ainsi pour un retour de la compétence à la Commune.

— **APPROUVE** la modification de l'article 5-3 des statuts de la 3CM, telle que proposée ci-dessus.

Extrait certifié conforme

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdit.

Le Maire

Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :
Après affichage et publication du :
Le Maire,
Marc GRIMAND

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du Lundi 20 février 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de Votants : 11

Etaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe

Étaient excusés : Messieurs FOURMY Samuel et BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Adhésion au groupement de commandes pour la passation de marchés d'assurance de protection sociale complémentaire

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles ses articles L2113-6 et L2113-7,

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement modifiant le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011,

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante que la Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique oblige tous les employeurs territoriaux à participer au financement des garanties de protection sociale et complémentaire (PSC) de leurs agents au titre de :

- l'assurance « *garantie des risques santé* » avec un minimum de 50% d'un montant de référence soit un montant de 15 € minimum mensuel par agent, pour financer les frais de soins en complément, ou à défaut, des remboursements de l'Assurance maladie,
- l'assurance « *garantie des risques prévoyance* » avec un minimum de 20% d'un montant de référence soit un montant de 7 € minimum mensuel par agent, pour :
 - Compenser la perte de salaire (traitement et primes) en cas de placement en congés pour raison de santé (arrêt de travail) suite à un accident ou maladie de la vie privée, et en cas d'admission en retraite pour invalidité y compris imputable au service,
 - Verser un capital décès aux bénéficiaires des agents décédés, ou à l'agent en cas de perte totale et irréversible d'autonomie.

La participation de l'employeur devient obligatoire à compter du 1^{er} janvier 2025 pour les garanties prévoyance et du 1^{er} janvier 2026 pour les garanties de mutuelle santé.

Monsieur le Maire informe que la communauté de communes de la Côteière propose de constituer un groupement de commandes avec les communes désireuses d'adhérer à un contrat groupe afin de bénéficier d'offres économiques avantageuses en vue de conclure une convention de participation. Ceci

débouchera sur un contrat d'assurance collectif à adhésion facultative des employeurs publics territoriaux et de leurs agents.

A cet effet, une convention de groupement de commandes sera établie entre la 3CM, assurant le rôle de coordonnateur du groupement, et les communes de Balan, La Boisse, Bressolles, Dagneux, Pizay et Sainte-Croix.

Le groupement de commandes permet ainsi de bénéficier de l'appui administratif de la 3CM mais également de l'expertise d'un assistant à maîtrise d'ouvrage choisi par le coordinateur du groupement. Les modalités d'organisation administrative, technique et financière du marché sont définies dans ladite convention annexée à la présente délibération.

Enfin et en application de l'article L.1414-3-II du code général des collectivités territoriales, la commission d'appel d'offres (CAO) du groupement de commandes sera celle de la 3CM. Il est entendu que chaque commune sera représentée dans cette CAO.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- ✚ **DECIDE** d'adhérer au groupement de commandes initié par la 3CM pour contracter la convention de participation liée à la protection sociale complémentaire,
- ✚ **ACCEPTE** les termes de la convention du groupement de commandes annexée à la présente délibération,
- ✚ **ACCEPTE** que la 3CM soit coordonnateur du groupement de commandes,
- ✚ **ACCEPTE** de donner mandat à la 3CM pour le lancement de la consultation visant à conclure la convention de participation sur le risque prévoyance et le risque santé auprès d'un ou plusieurs organismes d'assurance.
- ✚ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention du groupement de commandes, à intervenir et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération,
- ✚ **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer toutes les pièces de nature administrative ou financière relatives à la présente délibération,

Extrait certifié conforme

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdit.



Le Maire

Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :

Après affichage et publication du :

Le Maire,

Marc GRIMAND

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY**Séance du Lundi 20 février 2023**

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de Votants : 11

Etaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe

Étaient excusés : Messieurs FOURMY Samuel et BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Objet : Intercommunalité – Convention de mise en commun des personnels de police municipale

Le Maire de Pizay,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU les articles L512-1 et suivants du Code de la Sécurité Intérieure,

VU le décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Vu le rapport de Monsieur le Maire,

CONSIDERANT la présence d'un quartier dit « prioritaire » sur le territoire de la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel, le quartier de la Maladière,

CONSIDERANT la volonté de la Communauté de Communes de la Côtère à Montluel de développer la cohésion sociale sur le territoire intercommunal et plus particulièrement sur le quartier prioritaire de la Maladière, situé sur la commune de Montluel.

CONSIDERANT l'engagement des acteurs institutionnels, économiques et associatifs du territoire.

CONSIDERANT le cadre de référence du Contrat de Ville nouvelle génération,

CONSIDERANT que la délibération n° D201012_07 prise le 12 octobre 2020 par le Conseil Municipal de Pizay est arrivée à son terme,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal vote et adopte avec une abstention et :

APPROUVE la convention de mise en commun des personnels de police des communes de la communauté de communes de la Côtère à Montluel.

AUTORISE le maire, ou en cas d'absence ou d'empêchement, un adjoint au maire ayant délégation dans le domaine concerné, à signer la convention de mise en commun des personnels de police municipale des communes membres de la communauté de communes de la Côtère à Montluel.

AUTORISE le maire à signer tout document se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré à Pizay, les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme.


Le Maire,
Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :

Après affichage et publication du :

Le Maire,

Marc GRIMAND

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du Lundi 20 février 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 11

Nombre de Votants : 11

Étaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe

Étaient excusés : Messieurs FOURMY Samuel et BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Objet : BUDGET COMMUNAL – Autorisation d'ouverture des crédits d'investissement avant le vote du budget primitif 2023

Le Maire informe l'assemblée,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1612-1,

Vu le budget primitif 2022,

Considérant que dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adoptée avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider, et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

👉 **DECIDE** d'autoriser le maire à engager, liquider, et mandater sur 2023 les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts au budget 2022 comme suit :

Budget		Budget principal	
Chapitre	Nature	Montant de l'inscription	Ouverture anticipée des crédits
20			
	2031	30 150,00	7 537,50
Total : 20		30 150,00	7 537,50
204			
	204151	12 708,33	3 177,08
Total : 204		12 708,33	3 177,08
21			
	2111	5 000,00	1 250,00
	2128	88 140,00	22 035,00
	21312	2 151 178,00	537 794,50

	2152	47 091,50	11 772,88
	21534	5366,09	1 341,52
	2184	20000,00	5 000,00
	2188	221 510,20	55 377,55
Total : 21		2 538 285,79	634 571,45
23			
	2313	119 732,47	29 933,12
Total : 23		119 732,47	29 933,12
Total		2 700 876,59	675 219,15

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

Extrait certifié conforme

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdit.

Délibération rendue exécutoire le :
 Après affichage et publication du :
 Le Maire,
 Marc GRIMAND

Le Maire,

 Marc GRIMAND

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du Lundi 20 février 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 12

Nombre de Votants : 12

Étaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe, FOURMY Samuel

Était excusé : M. BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Objet : Comité de Jumelage – Attribution de subvention pour l'année 2023

Les communes de la 3CM et Beynost sont jumelées avec OSTFILDERN (Allemagne). Théoriquement une subvention est versée chaque année au comité de jumelage de Montluel, correspondante à 0.30 Cts/habitant, soit 267 € (890 habitants x 0.3 cts = 267 €) pour la commune de Pizay

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE de verser une subvention de 267 € pour l'année 2023.

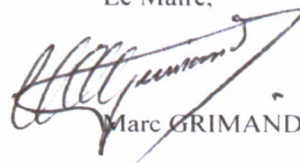
DIT que cette dépense sera imputée à l'article 6574 du Budget Primitif 2023.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à ce dossier,

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an que susdit.

Copie certifiée conforme à l'original.

Le Maire,



Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :
Après affichage et publication du :
Le Maire,
Marc GRIMAND

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE PIZAY

Séance du Lundi 20 février 2023

Nombre de membres en exercice : 15

Nombre de membres présents : 12

Nombre de Votants : 12

Etaient présents : Mesdames AVOSCAN Brigitte, BARRO Carole, COCHET Aurélie, LORIZ Isabelle, PANNETIER Jocelyne et Messieurs CHABERT Nicolas, DECATOR Mathieu, JOSSERAND Jean-Michel, LEBLANC Bruno, GRIMAND Marc, POIRSON Philippe, FOURMY Samuel

Était excusé : M. BRUN Vincent

Étaient absents : M. GAGNEUX Jean-Louis et Mme POTHIN Martine

Il a été procédé, conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales à l'élection d'un secrétaire pris au sein du conseil : Mme COCHET Aurélie a obtenu la majorité des suffrages et a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Objet : Sou des Ecoles – Attribution de subvention pour l'année scolaire 2023

Une subvention est versée chaque année pour le Sou des Ecoles.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité,

ACCEPTE de verser une subvention de 1 000.00 € (mille euros) au Sou des Ecoles, pour l'année scolaire 2023.

DIT que cette dépense sera imputée à l'article 6574 du BP 2023.

AUTORISE Monsieur le Maire à signer tous les documents se rapportant à ce dossier.

Fait et délibéré à Pizay, les jour, mois et an susdits.
Pour extrait certifié conforme.

Le Maire,

Marc GRIMAND

Délibération rendue exécutoire le :
Après affichage et publication du :
Le Maire,
Marc GRIMAND